

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNC COGE VITRY

10 RUE DES FUSILLES
94400 Vitry-Sur-Seine

Références : DRIAT-IF/UD94/2025/PADVME/PA/N°484GR
Code AIOT : 0007402281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement SNC COGE VITRY implanté 10 RUE DES FUSILLES 94400 Vitry-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 23/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNC COGE VITRY
- 10 RUE DES FUSILLES 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0007402281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) – Chaufferie de Vitry exploite une centrale de co-génération thermique, utilisant du gaz naturel comme combustible. Elle permet la production

d'électricité (125 MW électrique) et de vapeur (400 t/h) destinée au chauffage urbain pour le sud parisien. Elle fonctionne en 3x8.

L'installation est classée selon la rubrique ICPE suivante :

3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW [A] : Présence d'une turbine à gaz d'une puissance de 350 MW et d'une chaudière post-combustion de 450 MW.

L'installation est classée selon la rubrique IOTA suivante :

1.2.2.0 - Prélèvement d'eau en Seine, la capacité étant supérieure à 80m³/h [A] : Présence d'une pompe de 590 m³/h.

Les installations sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/08/01 modifié ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/22 ;
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 68.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 46	Demande d'action corrective	6 mois
12	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 37	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
14	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 41	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 81.3	Sans objet
2	Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 85	Sans objet
3	Contrôle par un organisme agréé	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 62.2	Sans objet
4	Autosurveillance air	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 49.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Combustible autorisé et suivi du combustible	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 82	Sans objet
7	Surveillance des rejets aqueux avant rejet dans le réseau public	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 59.1	Demande de justificatif à l'exploitant
8	Surveillance des rejets aqueux avant rejet en Seine	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 60.1	Sans objet
9	Connaissance des produits - Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 35	Sans objet
10	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Sans objet
13	Détection gaz	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 29.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné suite à la majorité des non-conformités relevées lors des précédentes inspections. L'inspection attend des éléments concernant les nuisances sonores, la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie, la vérification des installations électriques et le respect des valeurs limites des rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 81.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des périodes autre que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017. (...)
<u>Point de contrôle déjà contrôlé :</u> • Lors de la visite d'inspection du 20/06/2023 • Type de suites qui avaient été actées : Avec suites • Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure • Date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2025
<u>Non-conformité relevée précédemment :</u> L'exploitant a mis en place des rapports de surveillance,

<p>et des procédures de pilotage pour les phases OTNOC. De plus, par transmission du 23 septembre 2024, il a communiqué un document dénommé« plan de gestion OTNOC ».Toutefois, ce dernier ne répond pas aux attendus réglementaires. En effet, il ne comprend pas les définitions des phases OTNOC, référençant les systèmes critiques, les plans de maintenance préventives participant à leurs maîtrises, et organisant la vérification et l'évaluation périodique des émissions globales.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan de gestion des OTNOC par courriel du 06/12/2024. Celui-ci n'appelle pas de remarque de l'inspection. Le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant suite à la dernière visite d'inspection, peut être abandonné</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Efficacité énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 85</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser avant le 17 août 2021 par une personne compétence un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les MTD relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.</p> <p><u>Point de contrôle déjà contrôlé :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la visite d'inspection du 20/09/2023 • Type de suites qui avaient été actées : Avec suites • Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure • Date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2025 <p><u>Non-conformité relevée précédemment :</u> Par transmission du 23 septembre 2024, il a communiqué les rapports de contrôle du rendement électrique de la turbine du 15 janvier 2021, après les travaux réalisés en 2023. Il est constaté une augmentation du rendement de l'ordre de 1 %. Cependant, il n'a pas été communiqué de rapport identifiant les mesures pouvant être mises en œuvre pour améliorer l'efficacité de l'installation. La prescription susmentionnée n'est ainsi pas respectée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'efficacité énergétique par courrier du 06/11/2024 pour les années 2023-2024 qui respectent les prescriptions sus-mentionnée. Celui-ci n'appelle pas de remarque de l'inspection. Le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant suite à la dernière visite d'inspection, peut être abandonné</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 62.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés aux articles 59 et 60 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il n'existe pas d'organisme agréé, le laboratoire devra être agréé par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (Européen Cooperation for Accreditation ou EA). <u>Point de contrôle déjà contrôlé :</u> <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/09/2023• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2025 <u>Non-conformité relevée précédemment :</u> L'inspection constate, par échantillonnage, que les valeurs limites d'émissions (VLE) sont respectées, cependant pour le mode PC, les valeurs indiquées dans les rapports ne sont pas celles fixées par l'article 46 de l'arrêté préfectoral : <ul style="list-style-type: none">- une VLE CO de 100 mg/Nm³ au lieu de 85 mg/Nm³ ;- une VLE NOx de 70 mg/Nm³ au lieu de 66 mg/Nm³. De plus, les rapports ne comportent pas les VLE en flux, alors que ces VLE sont bien prescrites par l'article 46 de l'arrêté préfectoral du 16/08/2001 modifié. L'absence de VLE ou la présence de VLE erronées dans les rapports peuvent conduire à un défaut d'identification des non-conformités. Il convient de corriger ces valeurs pour les prochains rapports.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 07/11/2025 les rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisés pour 2024 et 2025. Les VLE CO et NOx ont bien été corrigées. Les flux massiques ont également été ajoutés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 49.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures réalisées au titre de l'article 49.1 sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures annuelles réalisées au titre de la partie V de l'article 48.4 sont transmis dans le mois qui suit leur réalisation. Les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. <u>Point de contrôle déjà contrôlé :</u> <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/09/2023

- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2025

Non-conformité relevée précédemment : L'inspection des installations classées a constaté sur les rapports d'autosurveillance que :

- la VLE retenue par l'exploitant en concentration du CO pour les modes PC/BP est de 93,5 mg/Nm³, au lieu de 85 mg/Nm³ ;
- les VLE en flux ne sont pas indiquées dans les rapports d'autosurveillance ;
- les flux indiqués dans le rapport d'autosurveillance ne correspondent pas au flux horaire maximal. Tout comme pour le point de contrôle n°5, l'absence de VLE ou la présence de VLE erronées dans les rapports peuvent conduire à un défaut d'identification des non-conformités. Il convient de corriger ces valeurs pour les prochains rapports.

Constats :

L'inspection a pu constater sur les résultats d'autosurveillance du 1er semestre 2025 que les VLE des paramètres CO et NOx ainsi que les données sur les flux ont été corrigées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 68.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores produites par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones définies ci-dessus, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période jour et 60 dB(A) pour la période nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif
- Date d'échéance qui a été retenue : 1 mois après la fin des travaux de mise en place des écrans anti-bruit

Non-conformité relevée précédemment : Lors de l'inspection du 19/05/2022, il avait été relevé que « l'exploitant a indiqué qu'une analyse du bruit sur l'année 2021 a révélé deux non-conformités sur la période nocturne entraînant une émergence supérieure à 2 dB. ». Ces deux non-conformités sont relevées régulièrement dans les campagnes de mesures du bruit, au niveau de la limite avec l'ancienne centrale thermique d'Arrighi, en période nocturne sur les points 2 et 3 (respectivement 63 et 70 dB(A) contre 60 dB(A)).

Par transmission du 23 septembre 2024, l'exploitant a communiqué un plan d'action comportant la mise en place d'écrans anti-bruit. De nouvelles mesures seront réalisées une fois ce dispositif mis en place afin de valider son efficacité et la non-conformité pourra alors être levée si ces mesures sont conformes.

Constats :

L'exploitant a fait installer les écrans anti-bruit durant l'été 2025. L'inspection a pu vérifier leur bonne mise en place durant la visite. La société APAVE a prévu d'intervenir le 02/12/2025 afin de réaliser de nouvelles mesures acoustiques pour vérifier le non-dépassement des émergences admissibles (bon de commande consulté en séance).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra communiquer à l'inspection le rapport de mesures acoustiques réalisé par l'APAVE dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Combustible autorisé et suivi du combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 82

Thème(s) : Risques chroniques, Combustion

Prescription contrôlée :

Le combustible autorisé pour le fonctionnement est le gaz naturel. L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du gaz naturel utilisé au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

La caractérisation initiale, et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant, ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou

d'une garantie du fournisseur.

Pour le gaz naturel les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants :

- PCI ;
- CH₄
- C₂H₆
- C₃
- C₄₊
- CO₂
- N₂

- Indice de Wobbe

Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret de chaufferie, et tenus à la disposition de l'inspection. Ils seront conservés au moins trois ans. Ils indiqueront la nature exacte du combustible livré, les quantités et les résultats des mesures des paramètres et substances caractérisés.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- Date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2024

Non-conformité relevée précédemment : Lors de l'inspection du 20/09/2023, l'exploitant a présenté une fiche combustible pour le GNV réalisée par GRT gaz, également annexée au livret de chaufferie. Les paramètres C₃ et C₄₊ n'ont pas été relevés dans cette fiche, alors qu'elles sont demandées réglementairement.

Constats :

Par courrier du 06/11/2024, l'exploitant transmet le tableau de suivi annuel 2023 du combustible gaz naturel. Celui-ci n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets aqueux avant rejet dans le réseau public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001 , article 59.1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux avant rejet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de faire respecter, avant rejet dans le réseau public d'assainissement les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeurs limites
pH	5,5 - 8,5
Température	< 30°C

Paramètre	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux total en kg/j
MEST	1305	600	75
DBO5		800	100
DCO	1314	2000	250
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106	0.5	0.2
Hydrocarbures totaux	1760	10	4
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	30	12
Phosphore total	1350	10	4
Sulfates	1338	2000	800
Sulfites	1086	20	8
Sulfures	1335	0.2	0.08
Fluor et composés (en F)	7073	30	12
Cadmium et ses composés	1388	0.05	<0.002
Arsenic et ses composés	1369	0.025	0.010
Plomb et ses composés	1382	0.025	0.010
Mercure et ses composés	1387	0.02	<0.002
Nickel et ses composés	1386	0.05	<0.02

Cuivre dissous	1392	0.05	0.02
Chrome dissous	1389	0.025	0.010
Zinc dissous	1383	0.8	<0.2

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/11/2024
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2025

Non-conformité relevée précédemment : L'exploitant doit vérifier qu'il procède bien à un contrôle des paramètres physico-chimiques de ses rejets aqueux (domestique et y compris pluvial) avant rejet dans le réseau public. De plus, l'exploitant doit se mettre en relation avec le prestataire WESSLING afin de lui demander d'intégrer dorénavant dans ses rapports les valeurs limites applicables. Il doit également mettre en place la surveillance du paramètre Fluor et composés (dont fluorures) et procéder à la surveillance de ses flux totaux. L'autosurveillance du débit, du pH et de la température en continu doit également être réalisée.

Constats :

Par courrier du 27/02/2025, l'exploitant indique avoir entrepris les démarches pour mettre en place une autosurveillance du débit, du pH et de la température sur les rejets d'eaux domestiques et pluviales. En séance, il indique qu'une étude de faisabilité a été réalisée et que la solution retenue sera mise en œuvre courant 2026. L'exploitant devra transmettre le PV d'intervention lorsque les travaux auront été réalisés.

L'exploitant précise également que le prestataire WESSLING n'est pas en mesure d'intégrer les VLE dans ses rapports (incompatibilité avec le logiciel en interne) et propose donc d'associer aux rapports d'analyse un tableau de synthèse intégrant les résultats et les VLE associées. Enfin, l'exploitant indique que WESSLING réalise bien l'analyse de l'ion fluorure avec la méthode normée.

L'arrêté préfectoral prescrit des valeurs limites de rejet sans prescrire d'autosurveillance. Il appartient donc à l'exploitant de s'assurer que ces valeurs sont respectées. Toutefois, les rejets concernés étant des rejets d'eaux domestiques et pluviales, l'enjeu est ainsi limité et l'inspection ne demande pas de suites à l'exploitant pour ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Surveillance des rejets aqueux avant rejet en Seine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001 , article 60.1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux avant rejet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de faire respecter, avant rejet en seine les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
MEST	1305	30
DBO5		10
DCO	1314	40
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) et 1760 (EOX)	0.5
Hydrocarbures totaux	7009	10
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	30
Phosphore total	1350	10
Sulfates	1338	2000
Sulfites	1086	20
Sulfures	1335	0.2
Fluor et composés (en F)	7073	30
Cadmium et ses composés	1388	0.05
Arsenic et ses composés	1369	0.025
Plomb et ses composés	1382	0.025
Mercure et ses composés	1387	0.02
Nickel et ses composés	1386	0.05
Cuivre dissous	1392	0.05
Chrome dissous	1389	0.050
Zinc dissous	1383	0.8

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/11/2024
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

- Date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2025

Non-conformité relevée précédemment : Lors de l'analyse des rapports d'échantillonnage et d'essai, il a été constaté l'absence d'indications des valeurs limites applicables ne permettant pas de réaliser une analyse rapide des éléments par l'inspection.

Dans le rapport du mois de novembre, il est constaté un écart de l'azote total (41 mg/L) par rapport à la valeur limite de 30 mg/L. Tandis que dans le rapport du mois d'octobre, il est constaté :

- un écart sur le paramètre sulfate (3300 mg/L) pour une valeur limite de 2000 mg/L ;
- un écart sur le paramètre azote total (36 mg/L) pour une valeur limite de 30 mg/L ;
- un écart sur le paramètre DCO (56 mg/L) pour une valeur limite de 40 mg/L.

Par ailleurs, il est constaté la réalisation de la surveillance du paramètre fluorure mais sans prendre en considération le fluor et ses autres composés.

L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection les écarts constatés par rapport aux valeurs limites applicables et mentionner les actions mises en œuvre pour se mettre en conformité. Par ailleurs, l'exploitant doit se mettre en relation avec le prestataire WESSLING afin de lui demander d'intégrer dorénavant dans ses rapports les valeurs limites applicables. Il doit également mettre en place la surveillance du paramètre Fluor et composés (dont fluorures).

Constats :

Concernant les dépassements aux valeurs limite applicables, l'exploitant a précisé par courrier du 27/02/2025, avoir mis en œuvre une analyse avec un bureau d'étude sur le procédé de neutralisation pour identifier la raison des écarts. Durant l'inspection, il a indiqué avoir remplacé durant l'été 2025 la résine du cation du traitement d'eau afin d'augmenter les performances de celui-ci (résine que l'on acidifie et qui sert à éliminer les sels minéraux) ce qui a permis de résoudre la survenue des non-conformités sur les paramètres azote, DCO et Sulfate.

L'inspection a pu constater que l'exploitant ne téléverse pas sur GIDAF la totalité des analyses réalisées. En effet, sont présentes les mesures réalisées en continu (pH, température, débit), ainsi que les paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral n° 2001/3005 du 16/08/2001, car le cadre GIDAF n'a pas été mis à jour suite à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/2022.

De plus, le cadre GIDAF concernant les rejets dans le réseau public d'assainissement est inexistant.

L'exploitant précise également que le prestataire WESSLING n'est pas en mesure d'intégrer les VLE dans ses rapports et propose donc d'associer aux rapports d'analyse un tableau de synthèse intégrant les résultats et les VLE associées. Enfin l'exploitant indique que WESSLING réalise bien l'analyse de l'ion fluorure avec la méthode normée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ayant mis à jour le cadre GIDAF concernant les rejets en Seine et créé le cadre concernant les rejets dans le réseau public d'assainissement, l'exploitant doit s'assurer de compléter GIDAF de manière rigoureuse et régulière, concernant la totalité des paramètres prévus aux articles 59.1 et 60.1 de l'arrêté préfectoral du 16/08/2001 modifié. Cela concerne donc les analyses en continu, mensuelles et trimestrielles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Connaissance des produits - Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits – Étiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Pour les stockages de produits vrac livrés par camion, l'étiquetage selon les règles du Transport des Matières dangereuses doit figurer sur les emballages. <u>Point de contrôle déjà contrôlé :</u> <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 22/11/2024• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 21/02/2025 <u>Non-conformité relevée précédemment :</u> L'inspection des installations classées a constaté que les produits chimiques décrits sur les armoires de stockages ne correspondent pas aux produits stockés. L'exploitant doit lister correctement le nom des produits chimiques présent dans les zones de stockage. L'exploitant doit afficher les symboles de danger des produits chimiques présents dans les zones de stockage.
Constats : Par courrier du 27/02/2025, l'exploitant indique que la liste des produits présents et les symboles de dangers correspondants ont été affichés sur les armoires de stockage et transmet une photo et qu'en complément des FDS dématérialisées, un classeur avec l'ensemble des FDS a été mis en place dans l'armoire de stockage. L'exploitant confirme que l'armoire est dorénavant systématiquement fermée à clé, et que 2 armoires sont présentes afin de séparer les produits et d'empêcher les mélanges incompatibles. L'inspection a pu constater le bon affichage de la liste des produits et des symboles de dangers durant la visite. Par ailleurs, les employés du site suivent des formations risque chimique et dépotage TMD/ADR tous les 3 ans (en plus d'une formation initiale). L'exploitant a montré en séance le document de suivi de ces formations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/11/2024
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- Date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2025

Non-conformité relevée précédemment : Cependant, les baies d'analyses des fumées ont été remplacées au mois de septembre 2024, pour lequel de nouveaux QAL2 vont être réalisés. Les QAL2 du mode RS et PC seront réalisés fin janvier 2025 tandis que le QAL2 du mode AA sera réalisé au début du mois d'avril 2025. Dans le cadre du remplacement des baies d'analyses et afin de vérifier la conformité à la prescription, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les rapports des QAL2 du mode RS et PC quand il les réceptionnera.

Constats :

Par courrier du 27/02/2025, l'exploitant indique que les QAL 2 du mode AA (air ambiant), PC (post-combustion) et RS (récupération simple) ont été réalisés du 29/01/2025 au 11/02/2025 par la société SOCOTEC et les transmet par courriel du 07/11/2025. Les modes AA, RS et PC sont bien traités dans ce nouveau QAL 2. L'inspection pourra contrôler la bonne prise en compte de ce nouveau QAL 2 au niveau opérationnel lors d'une prochaine inspection (notamment la bonne intégration des droites d'étalonnage dans le système de traitement des données de l'exploitant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2022, article 46

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air

Prescription contrôlée :

Hors périodes de démarrage et d'arrêt telles que définies à l'article 81.3, chacun des rejets issu des installations doit respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (27315 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);

- à une teneur en O₂ de 3 % en fonctionnement AA et de 15 % dans les autres modes.

- Poussières totales, CO, SO₂ et NO_x

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/Nm ³	Valeur limite d'émission mensuelle mg/NM ³ et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle mg/NM ³
Fonctionnement RS			
Poussières totales	11	10	10
CO	85	85	50
SO ₂	11	10	7
NO _x	66	60	60
Fonctionnement AA			
Poussières totales	5,5	5	3,5
CO	110	100	100
SO ₂	35	35	25
NO _x	110	100	100
Fonctionnement PC			
Poussières totales	11	10	10
CO	85	85	50
SO ₂	20	18	13
NO _x	66	60	60

HAP, COVNM et métaux

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/Nm3
HAP	0,01
COVNM en carbone total	50
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), Cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5

« Valeurs limites des flux de polluants rejetés »

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs suivantes :

Flux	Flux horaire maximal kg/h	Flux horaire maximal kg/h (en moyenne annuelle)
Fonctionnement RS		
Poussières totales	12	12
CO	102	60
SO2	12	8,4
Nox en équivalent NO2	72	72
Fonctionnement AA		
Poussières totales	1,15	0,8
CO	23	23
SO2	8,05	5,75
NOx en équivalent NO2	23	23

Fonctionnement PC		
Poussières totales	15	15
CO	127,5	75
SO2	27	20
NOx en équivalent NO2	90	90

Constats :

L'exploitant transmet ses rapports d'autosurveillance air sur GIDAF depuis le mois de juin. L'installation était à l'arrêt entre juin et septembre 2025 et n'a donc pas fait l'objet de mesures durant ces périodes.

Les mesures réalisées au cours du premier semestre 2025 mettent en avant :

- un dépassement de flux en NOx le 09/01/2025 en mode RS pendant 1 heure, lié à une perte du mode de combustion PREMIX lors du pré-mélange air-gaz (72,2 kg/h pour une VLE à 72 kg/h).
- six dépassements de flux en NOx les 03/02/2025, 12/02/2025 et 18/02/2025 en mode RS (entre 76,1 kg/h et 102,5 kg/h pour une VLE à 72 kg/h) et 05/02/2025, 12/02/2025 et 18/02/2025 en mode PC (entre 98,2 kg/h et 121,4 kg/h pour une VLE à 90 kg/h) liés à une perte du mode de combustion PREMIX
- deux dépassements en flux de NOx et de CO les 03/01/2025 et 28/01/2025 liés à des défaillances des appareils et n'ayant provoqué aucun impact sur l'environnement (défaillance du contrôle de NOx de la baie d'analyse et dérive de lecture du CO correspondant au réglage de la baie pendant les tests opérationnels réalisés avant la QAL 2),
- un dépassement de flux en CO le 17/04/2025 en mode AA, lié à un dysfonctionnement du ventilateur de tirage des fumées (24,3 kg/h pour une VLE à 23 kg/h).

L'exploitant transmet également les rapports de mesures annuelles réalisées par SOCOTEC pour les années 2024 (rapport du 28/06/2024) et 2025 (rapport du 08/07/2025).

Les rapports de 2024 révèlent :

- une non-conformité sur la vitesse en mode AA (5,67 m/s pour une vitesse minimale de 8 m/s),
- une non-conformité sur les flux de NOx en mode RS (80,2 kg/h pour une VLE de 72 kg/h) et PC (95,9 kg/h pour une VLE de 90 kg/h).

Le rapport de 2025 révèle une non-conformité sur les flux de NOx sur la chaudière en mode AA (32,9 kg/h pour une VLE de 23 kg/h).

L'exploitant a réagi aux dépassements des flux de NOx mis en évidence lors des contrôles réglementaires de 2024 et 2025 en indiquant que lorsque les installations fonctionnent à pleine puissance, les flux dépassent la VLE établie dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/2022.

Les résultats de mesures des rapports SOCOTEC sont présentés sans tenir compte de l'incertitude prévue à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure à 50 MW [NOR : TREP1726535A], d'une valeur de 20% pour le paramètre NOx, ce qui n'est pas le cas de l'autosurveillance de l'exploitant. De plus, les

<p>dépassements de flux mis en avant dans l'autosurveillance sont liés à des défaillances et non pas uniquement à un fonctionnement à pleine puissance.</p> <p>En appliquant l'incertitude sur les résultats des rapports SOCOTEC, la valeur de NOx relevée en 2025 dépasse le flux horaire maximal autorisé.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant souhaiterait étudier la possibilité de modifier les flux maximaux fixés dans son arrêté préfectoral, un porter à connaissance comprenant une étude des risques sanitaires à jour devra être transmise à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour respecter les VLE s'appliquant à ses installations, spécifiquement concernant les flux de NOx et de CO.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Vérification périodique des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 37</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation - entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixées par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Le rapport de vérifications des installations électriques doit être tenu à la disposition des l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 31/10/2025, l'exploitant transmet le rapport de vérification des installations électriques daté du 02/12/2024 réalisé par APAVE.</p> <p>Ce rapport fait état de 2 observations dans le domaine haute tension (dont une nouvelle observation) et 9 observations dans le domaine basse tension (dont 7 nouvelles observations).</p> <p>L'exploitant transmet également l'échéancier de mise en conformité concernant les installations électriques. La plupart des observations ont été soldées par l'APAVE le 08/11/2024, et 4 observations sont en cours.</p> <p>Durant l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'APAVE interviendra de nouveau durant le mois de novembre 2025 pour lever les observations en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, à l'inspection, le justificatif de levée des non-conformités et informera l'inspection de tout retard dans la mise en œuvre des actions de l'échéancier présenté.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 13 : Détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 29.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Prescription contrôlée : Des détecteurs gaz redondants doivent être installés dans les parties des installations visées à la condition 42 présentant un risque d'explosion, et plus particulièrement dans les endroits suivants : <ul style="list-style-type: none">- postes gaz GDF et cogénération- caisson du turboalternateur- skid gaz chaudière,- module gaz DLN (Dry Low Nox) de la TAC.
Constats : L'exploitant indique disposer de la totalité des détecteurs gaz, conformément aux prescriptions de l'article 29.1 de l'arrêté préfectoral du 16/08/2001. L'inspection a pu contrôler par sondage leur présence au cours de la visite. Par courriel du 07/11/2025, l'exploitant transmet les rapports d'intervention de maintenance des détecteurs gaz (chaudière et turbine) réalisés par Honeywell en date du 09/10/2025 qui attestent un bon fonctionnement des détecteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les installations doivent être dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriées aux risques à combattre, disposés de façon bien visible, facilement accessibles, et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, à raison d'un appareil de 6 litres de produit extincteur pour 200 m² et par niveau.- d'extincteurs de type 21 B (à CO₂ par exemple) disposés près du tableau général électrique et près des appareils présentant des dangers d'origine électrique- 3 appareils d'incendie DN 100 (débit 60 m³/h), conformes aux normes F S 61-211 ou NF S 61-213, à implanter selon les dispositions de la norme NF S 62-200, et munis chacun d'un regard de vidange (80x80x120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement. Si le choix d'installation de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes. Le réseau hydraulique sera calculé de manière à permettre l'utilisation simultanée de 3 appareils d'incendie DN 100 soit 180 m ³ /h. L'exploitant doit faire répertorier les appareils par le bureau prévention de la Bridage des Sapeurs-Pompiers de Paris - section canalisation, en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur. <ul style="list-style-type: none">- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée aux risques, sans être inférieure à 100 litres et des pelles;

<ul style="list-style-type: none"> - de matériels spécifiques : masques, combinaisons, etc..; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, - d'un dispositif d'alarme sonore, installé dans les bâtiments, destiné à inviter le personnel à quitter l'établissement en cas d'incendie. <p>Ces moyens de secours doivent être maintenus en bon état, protégés contre le gel, et vérifiés au moins une fois par an. Les résultats de ces vérifications doivent être consignés par écrit. Le personnel doit être formé et entraîné à leur manœuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 31/10/2025, l'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport d'intervention des extincteurs et le compte-rendu de vérification périodique (certificat Q4), réalisé par Desautel en date du 29/11/2024. Le certificat précise que 2 extincteurs n'ont pas pu être vérifiés : en effet, l'exploitant indique que les extincteurs se trouvent dans une zone en hauteur par rapport au reste du site et que Desautel n'est donc pas intervenu dessus, et précise qu'ils seront descendus de leur emplacement pour la prochaine vérification. - le rapport de vérification de la détection incendie et de l'extinction gaz réalisé par Minimax en date du 22/09/2025. Celui-ci montre une non-conformité (panneau lumineux HS) et 6 observations. L'inspection a pu contrôler en séance la commande pour l'achat de panneau auprès de Minimax, daté du 29/08/2024. - le rapport de vérification des bouches et poteaux incendie, réalisé par l'APAVE en date du 29/09/2025. Celui-ci fait état de 3 observations. L'exploitant précise que les observations sont liées à des chaînettes manquantes qui seront installées début 2026. - le rapport de vérification de la protection incendie réalisé par Johnson Controls en date du 26/09/2025 qui fait état de 2 observations (absence notice simplifiée affichée et plan de zone affichés). L'inspection a pu contrôler durant la visite que ces éléments sont bien présents dans un classeur à proximité immédiate de la zone concernée.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra réaliser les actions nécessaires afin de lever les différentes observations relevées lors des contrôles périodiques des moyens de lutte contre l'incendie et transmettre les justificatifs nécessaires à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>